



Lettre d'informations éditée
par l'association Serènes
Sereines opposée à
l'enfouissement des déchets
radioactifs

12200 SANVENSA

N° 24 ¹
Mars 2018

**"On ne
confie pas à
la terre le
pire de ce que
l'homme a
produit"**

Francis Legrand
Maire de
Couverpuis (Meuse)

L'ÉCHO DES VALLÉES

Visitez notre site actualisé régulièrement

<http://serenes.sereines.free.fr/te>

EDITO :

Des fissures sur le bunker EDF

Elle est loin l'époque où les adorateurs de l'Atome, chez EDF, CEA et autres, pouvaient soutenir en nous toisant de haut que la sûreté et l'étanchéité de leurs réacteurs et autres installations nucléaires étaient à toute épreuve. Les enceintes de confinement de l'information ont vieilli et sont devenues poreuses. Il fut un temps où les syndicats, notamment la CFDT, informaient le public sur les incidents qui se produisaient dans les centrales nucléaires. Aujourd'hui l'Autorité de Sûreté Nucléaire joue officiellement le rôle de gendarme auprès d'EDF. Les révélations sur les graves malfaçons qui émaillent le chantier de l'EPR de Flamanville, tant au niveau du génie civil que des pièces forgées par l'usine AREVA du Creusot qui a fourni la cuve du réacteur, ont défrayé la chronique. Ce qui n'a pas empêché sa mise en place et la poursuite du chantier comme si tout allait pour le mieux. D'autres sources d'information officielles révèlent l'état des installations qui, dès leur mise en de trente ans de quotidiennement et normal » des chimiques. Bien issues d'EDF mais discours officiel, C'est le cas d'un(e) *qui* signe un internes à l'appui, équipements. C'est qui révèle l'état de les éléments de situation ne relève pas seulement de défauts de conception ou de malfaçons. Le recours massif à une sous traitance soumise à une pression toujours plus forte due à la réduction de la durée des arrêts de tranches pour plus de rentabilité entraîne un relâchement de la culture de sûreté de la part de la direction des centrales. S'ensuit une multitude d'incidents qui à la longue provoquent l'usure des matériels. A lire ces documents on se rend compte que les installations nucléaires d'EDF sont en réalité de véritables passoires. Il ne peut en être autrement, le nucléaire sûr n'existe pas ! Où nous mènera le déni ?



service, et à fortiori au bout fonctionnement relâchent en « fonctionnement effluents radioactifs et sûr ces sources officielles qui rompent avec le doivent garder l'anonymat. certain(e) *Nozomi Shihiro* rapport détaillé, documents sur l'état réel des un inventaire à la Prévert dégradation avancé de tous sûreté des réacteurs. Cette

Régis Gauguier

PROJET CIGEO à BURE : Non à l'enfouissement des déchets radioactifs !

Bure, qu'est-ce ?

Petit village niché entre la Meuse et la Haute Marne, ce territoire est rentré en résistance contre un projet d'enfouissement des déchets radioactifs les plus dangereux, depuis maintenant plus de 20 ans.

Bien sûr, c'est à Bure que l'ANDRA étudie dans son fameux laboratoire les possibilités de stockage de ces déchets, depuis 2005. Et c'est à proximité de ce site que l'état se propose d'enfouir 100000 m³ des pires déchets nucléaires, soit 99,5% de la radioactivité française, dans 300km de galeries creusées à 500 mètres sous terre.

Ceci pour 100000 ans, après 130 ans de mise en œuvre industrielle (2025 / 2155) pour un coût de 35 milliards d'euros !

Un mégaprojet industriel que CIGEO, pour une méga-poubelle et une totale absurdité !

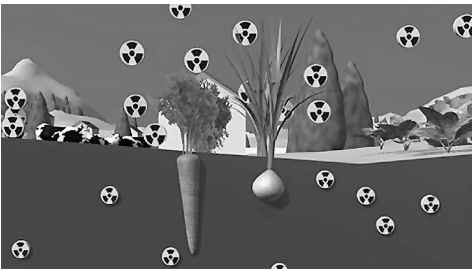


Une mobilisation de plus en plus forte

Si longtemps la résistance a été assez timide, nous n'oublions pas qu'elle fut à l'origine des coordinations nationales contre l'enfouissement dans le granit. Et tant les élus meusiens (Claude Kayser, Jean-Marc Fleury...) que les citoyens (Michel Marie, Corinne François ...) nous ont chaleureusement et efficacement aidés dans la défense de notre granit, au tournant des années

2000/2001, quand SANVENSA se trouvait dans l'œil du cyclone nucléaire.

Peu à peu, une dynamique d'actions s'est développée dans la région concernée. Les associations se sont multipliées, toujours plus vigilantes et plus documentées, une mini ZAD s'est installée dans le bois Lejuc, dans le périmètre impacté par le projet CIGEO, auquel l'opposition n'a fait que croître.



Dernières nouvelles du front (février / mars

2018)

L'intervention policière violente, démesurée pour déloger les zadistes du bois Lejuc, la perquisition illégale à la Maison de la Résistance à Bure, le 22 février dernier, ont eu un écho non prévu par le gouvernement : elles ont nettement amplifié le mouvement de résistance (voir l'écho médiatique national) et revigoré les associations unanimes à condamner ce déni, ce refus de tout dialogue démocratique avec les opposants.

Alors même que AREVA continue à gréver les comptes de la nation avec les déconvenues des chantiers EPR (500 millions d'euros pour le retard en Finlande), que même l'ASN émet des réserves sur certains aspects de l'enfouissement (contre celui des goudrons), le gouvernement choisit la violence et l'opacité pour réponse aux interrogations politiques, économiques, mais aussi philosophiques et morales qui pèsent sur un projet engageant les générations futures prises au piège de notre folie.

Bien sûr les Chouettes Hiboux de Bure ont retrouvé leurs perchoirs et les manifestations de soutien se multiplient dans le pays. Serènes Sereines se doit de former une sorte de Comité de soutien à ceux de Bure et de dénoncer une nouvelle fois la politique nucléaire coûteuse et dangereuse d'un Etat EDF plus nucléaire que jamais, en pleine stagnation écologique. Un énième débat public n'y changera rien !



En poursuivant dans la voie du nucléaire, la France fonce droit vers une triple impasse

La poursuite du maintien d'une nucléarisation massive du pays se heurte à une triple impasse économique, technique et surtout financière.

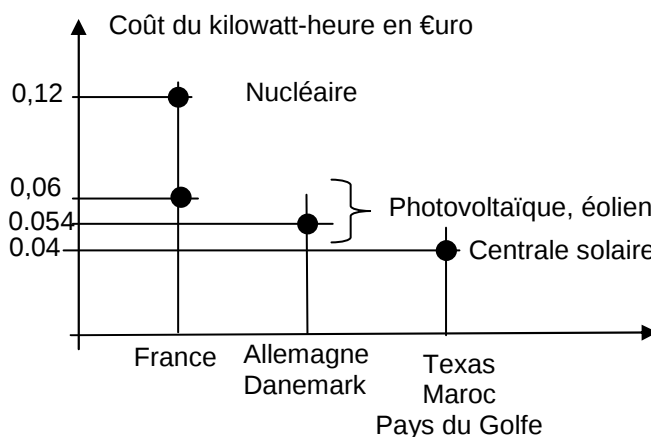
Le sujet du [nucléaire](#) en France est relativement peu abordé au niveau politique et en tout cas traité comme un sous-sujet de la question énergétique, ce qui évite bien évidemment que nos concitoyens puissent prendre pleinement conscience du caractère totalement central du sujet tant pour l'économie que pour l'industrie et pour les finances de la France. Faisant comme si la situation de 2017 était en tout point comparable à celle de 1973 ou 1981, comme si le nucléaire était une énergie d'avenir rentable, assurant l'indépendance énergétique et correspondant à un savoir-faire d'excellence français, nos dirigeants ont décidé d'opter pour le déni de réalité, même si les coûts croissants de la filière nucléaire et son impact majeur sur les finances publiques ne peuvent plus être dissimulés. Son addiction au nucléaire conduit indubitablement EDF dans une impasse économique et industrielle.



L'impasse économique et industrielle

La physionomie du monde de l'énergie est en plein bouleversement. D'une part, toutes les perspectives d'une croissance infinie des besoins en électricité sont mises en échec, au moins dans les pays industrialisés. Depuis 1970, on assiste en réalité à un découplage entre la croissance du PIB et celle de la consommation électrique due à une amélioration de l'efficacité énergétique. Celle-ci s'est considérablement accrue au cours des 10 dernières années. L'augmentation de la part des services qui consomment globalement six fois moins que l'industrie explique également cette situation qui en France s'est doublée d'une désindustrialisation très importante. Or, EDF n'a en rien anticipé cette situation et ce d'autant plus qu'elle a volontairement construit 8 réacteurs nucléaires de plus que ce que justifiaient les besoins français estimés en 1975. Les gaziers ont agi de même, de telle sorte que la surproduction a fait baisser les prix de gros de l'électricité au moment même où les énergies renouvelables devenaient dans un certain nombre de pays d'Europe tout à fait compétitives.

D'autre part, la baisse imprévue et colossale des coûts de production de l'électricité renouvelable et en particulier du photovoltaïque (une baisse de 70% des coûts en cinq ans à laquelle devrait s'ajouter une nouvelle baisse de même niveau dans les trois à cinq ans à venir) rend ces énergies compétitives. Les derniers appels d'offres ont été passés au prix de 62 euros le mégawatt-heure soit 6 centimes le kilowatt-heure, c'est-à-dire la moitié du kilowatt-heure facturé par l'EPR (s'il est un jour mis en route). Il est à 5,38 centimes d'euros en Allemagne, au Danemark, l'éolien offshore atteint des niveaux comparables. Au Texas, dans les pays du golfe, au Maroc, les immenses centrales solaires qui se construisent produisent une électricité en moins de 4 centimes du kilowatt-heure. Le nucléaire n'a donc plus aucune rentabilité et cette situation n'est évidemment pas propre à la France.



Ainsi, aux États-Unis, la construction de deux réacteurs qui étaient en cours en Caroline-du-Sud a été abandonnée, alors que 40% des infrastructures étaient réalisées, au motif que le projet n'était pas rentable.

Le coût de construction d'une centrale nucléaire est 10 fois celui d'une centrale gazière moderne et la moitié des centrales nucléaires américaines perd de l'argent. Dans la mesure où elles ne sont pas renflouées par l'État comme en France, les entreprises les ferment et s'enfoncent dans le rouge. Ainsi, Westinghouse a déposé le bilan et entraîné dans sa chute Toshiba qui cherche à se débarrasser de cette filiale qui la plombe. La plupart des pays d'Europe (mis à part l'Europe de l'Est pour des raisons historiques et la Grande-Bretagne mais l'avenir est incertain) ont abandonné le nucléaire : Allemagne, Belgique, Italie, Suisse, Suède. La Corée du Sud, par la bouche de son nouveau président, Monsieur Moon a annoncé au mois de juin son retrait progressif du nucléaire. Aucun pays à économie libérale ne peut aujourd'hui opter pour le nucléaire compte tenu de la nécessité absolue de faire subventionner par l'Etat une filière qui n'est pas rentable et qui devient la plus coûteuse de toutes les énergies.

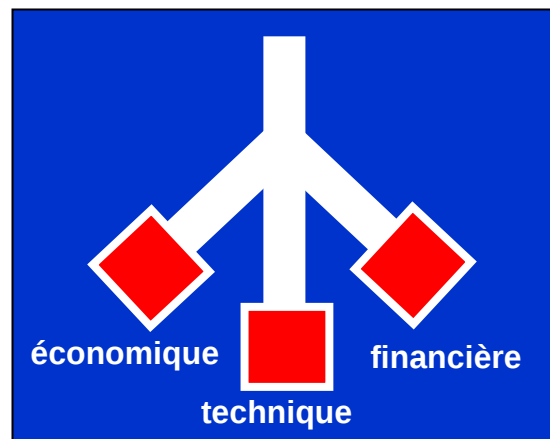
Un récent rapport publié en août 2017 par des chercheurs de Stanford affirme que 139 pays du monde pourraient à l'horizon 2050 ne dépendre que de l'énergie renouvelable créant ainsi 24 millions d'emplois. Dès 2030, 80% de l'énergie pourrait être renouvelable. Au passage, ces bouleversements permettraient de réduire massivement la pollution atmosphérique et donc d'améliorer la santé humaine mais aussi de ne pas dépasser les 2° d'augmentation de la température voire peut-être de parvenir à 1°5.

Inutile de souligner que la France est bien loin de cette logique. Même si un objectif de 50% de nucléaire à l'horizon 2025 est affirmé, notre faiblesse volontaire dans la production d'énergie renouvelable (16 à 17%) rend très difficile cet objectif, les 23% auxquels nous nous sommes obligés dans le cadre communautaire apparaissant comme hors d'atteinte. Il suffit d'entendre les cris d'orfraie de tous ceux qui n'ont pas compris que le monde a changé lorsqu'il est question de respecter la loi transition énergétique pour apprécier les progrès qui restent à faire en particulier dans les consciences. Le drame est que notre choix économique est catastrophique dans la mesure où le maintien d'un nucléaire massif va peser très lourdement sur le coût de l'électricité et donc sur la productivité économique et sur les ménages.

Il est également catastrophique car il nous a privé durablement du développement d'une filière forte dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique alors que nous disposons de toutes les technologies utiles grâce au CEA et à l'Inès. Mais, l'industrie nucléaire a toujours bloqué le développement industriel de ces technologies afin de protéger son fleuron devenu obsolète. Dès lors, même si EDF énergies renouvelables est une filiale prometteuse d'EDF, elle ne représente qu'un pour cent de son chiffre d'affaires et nous ne disposons pas d'entreprises de taille intermédiaires puissantes.

Heureusement, Engie semble faire sa révolution et opter pour le « Nouveau Monde ». C'est une chance pour l'économie française. Mais cela signifie que la compétition avec l'opérateur historique risque de plomber encore un peu plus ce dernier et le pousser à mener les combats d'arrière-garde contre l'autoconsommation, l'énergie locale, la décentralisation énergétique, l'installation des éoliennes, etc.

En réalité, la poursuite de ce qui est devenu une forme d'utopie, à savoir le maintien d'une nucléarisation massive de la France se heurte à une triple impasse économique, technique et surtout financière.





Centrales nucléaires : des coûts de maintenance estimés à 100 milliards d'euros

Dans son rapport annuel public, la Cour des comptes a tenté d'estimer les coûts d'entretien et d'exploitation des 58 réacteurs français à l'horizon 2030.

En savoir plus sur [http://www.lemonde.fr/economie/article/2016/02/10/centrales-nucleaires-des-couts-de-maintenance-estimes-a-100-milliards](http://www.lemonde.fr/economie/article/2016/02/10/centrales-nucleaires-des-couts-de-maintenance-estimes-a-100-milliards-d'euros_4862575_3234.html#54szdgJSBATQJIC6.99)

d'euros_4862575_3234.html#54szdgJSBATQJIC6.99

Quel sera le coût de la maintenance des 58 réacteurs nucléaires d'EDF en France d'ici à 2030 ? Et comment l'évaluer sérieusement sans connaître l'impact de la loi d'août 2015 sur la transition énergétique, qui prévoit un plafonnement de la capacité de ces centrales à leur niveau actuel de 63,4 gigawatts (GW) en 2025 ? Dans son rapport annuel, rendu public mercredi 10 février, la Cour des comptes tente de répondre à la première question... tout en reconnaissant que la facture finale dépendra de paramètres encore inconnus. Notamment le nombre de réacteurs qu'il faudra peut-être fermer – en fonction de l'évolution de la demande d'électricité – pour se conformer à la loi. Un flou qu'elle avait déjà souligné, en janvier 2012, sur le coût du démantèlement, encore difficile à estimer.

Lire aussi EDF n'est pas prêt à sortir du nucléaire en France

Mises en service entre 1977 et 2000, toutes les centrales du parc nucléaire, qui produisent 77 % de l'électricité consommée en France, doivent théoriquement subir un « grand carénage » dans les dix prochaines années. Il faudra 100 milliards d'euros (de 2013), soit 1,7 milliard par réacteur, « pour répondre à la consommation électrique et aux normes de sûreté nucléaire, durcies après la catastrophe de Fukushima », indique la Cour : 75 milliards d'investissements et 25 milliards pour l'exploitation.

Cette estimation est, selon elle, cohérente avec les 55 milliards annoncés par EDF. L'opérateur ne se projetait en effet que jusqu'en 2025 et ne prenait en compte que les investissements. Une autre hypothèque doit aussi être levée : le feu vert de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) pour une exploitation au-delà de 40 ans.

La facture des consommateurs

La Cour estime que la réalisation de ce programme « compte pour une grande part dans les besoins de recrutement de l'ensemble de la filière nucléaire », qu'elle estime à « environ 110 000 emplois directs et indirects d'ici à 2020 » (sur un total de 220 000 emplois). Est-ce raisonnable au moment où EDF annonce la suppression de 3500 postes ?

D'autant que EDF et ses nombreuses entreprises sous-traitantes rencontrent « des difficultés de formation et de disponibilité de la main-d'œuvre dans certains domaines techniques » (soudure, robinetterie...). Et que la mobilisation de l'Etat et d'EDF, pourtant réelle, n'est « pas à la hauteur des enjeux ».

Lire aussi EPR de Flamanville : EDF s'offre un nouveau délai jusqu'en 2020

Ces dépenses vont-elles faire exploser la facture des consommateurs ? Les rapporteurs estiment que l'impact de ces 100 milliards sur le coût de production de l'électricité nucléaire sera « limité ». Entre 2010 et 2014, il est déjà passé de 49,6 euros à 62,6 euros (maintenance, provisions pour démantèlement...) par mégawatt-heure. Même si le devis initial doublait – soit 200 milliards – ce coût passerait à 70 euros (+ 12 %). En fait, il est surtout sensible aux volumes d'électricité

produits : si la production baissait de 50 %, il grimperait à 125 euros par MWh, a calculé la Cour. Or rien n'indique qu'EDF ne doive pas fermer des centrales pour respecter l'objectif de 50 % d'électricité nucléaire si la consommation progresse peu, comme c'est le cas depuis des années. Une interrogation porte aussi sur ce que demandera l'ASN en termes de gains de sûreté pour améliorer un parc vieillissant, note la Cour. Des exigences qui auront des conséquences sur le calendrier et le coût du programme.

Bibliographie : le monde économique

Coût d'installation d'une éolienne de 2MW

Le [Syndicat des Energies Renouvelables](#) (SER) vient de publier une étude sur le coût de l'éolien terrestre en France qui s'inscrit dans le cadre général de l'objectif de baisse du coût du kWh éolien produit.

« Cette première analyse économique sur l'état actuel et futur des coûts de production de l'énergie éolienne a été menée par un groupe de travail spécifique, sous l'égide du pôle économique de la Commission Eolienne du SER ».

Très globalement il ressort de cette étude appelée à faire référence :

Le coût d'investissement d'un parc installé en 2013 est d'un peu moins de 1,3 M€/ MW (soit pour un aérogénérateur de 2MW : 2,6 M€

Ce coût augmentera de 5,5 % pour une installation en 2014-2016.

Si les coûts « techniques » n'augmentent pas, la hausse serait imputable aux coûts de raccordement réseau et aux coûts de développement.

Les coûts d'exploitation (incluant la maintenance, taxes et frais administratifs : loyers, assurance, ...) s'établissent à 55,3 k€/MW/an en 2013 ; Une légère baisse est prévue pour les années à venir.

Le coût de production de référence est évalué, selon les hypothèses économiques retenues (durée de vie du parc, taux d'actualisation) entre 84,1 €/MWh et 92,3 €/MWh pour un parc installé en 2013.



Conclusion :

L'équivalent du parc nucléaire en puissance vaut

58 réacteurs à 1.2GW chacun soit 70000MW (1MW=1 000 000 Watt)

Nombre d'éoliennes nécessaire pour remplacer ce parc $70000/2=35000$ éoliennes

Coût d'installation de toutes ces éoliennes : $1.3 \times 35000 = 45.5$ milliards d'euro.

Il nous semble intéressant de constater que l'équivalent en puissance du parc nucléaire avec des éoliennes coûterait 2 fois moins cher que la simple amélioration de la sécurité des centrales nucléaires françaises.

Chacun d'entre nous doit être conscient que si une centrale nucléaire comme celle de Golfech explose, les retombées économiques seront catastrophiques pour tous.

A Sérènes Sereines, notre première volonté est d'avertir tous les habitants de notre cher pays que le risque n'en vaut pas la chandelle !

Si ça pète, nous devrons partir, tous nos biens immobiliers, terres agricoles, placements financiers s'y rapportant ne vaudront plus rien. Tous nos investissements en cours (immobiliers, agricoles) devront quand même être remboursés.

A bon entendeur, salut !
Armél Loupias

La dissuasion...

Depuis l'élection présidentielle de 2007, tout juste élus, les nouveaux heureux prétendants se prêtent à une sorte de rite initiatique maritime. Nicolas Sarkozy avait donné le ton en partant en croisière sur le yacht de son ami Bolloré.

Sitôt élu en mai 2012, le nouveau président Hollande a ajouté à ce geste un tour plus martial en partant en virée dans un sous marin nucléaire vêtu d'un treillis militaire. Le suivant dans la liste, Emmanuel Macron a monté une opération à grand spectacle en se faisant hélitreuiller d'un hélicoptère sur un même engin à propulsion nucléaire.

Tout le monde a compris de suite que le but de ce genre de singeries était sans doute de se poser résolument en chef de guerre, c'est à dire en vrai président de la République. Pour ma part, j'y ai vu un président au garde à vous devant un complexe militaro-industriel tout puissant, toujours décidé à faire l'impasse sur un débat sur la pertinence de la doctrine de la « dissuasion nucléaire ». Mais si ce débat n'est pas dans la culture de la « grande muette », il existe dans la société ;

De quoi est faite cette doctrine ? On peut en avoir un aperçu par une déclaration du président Chirac qui évoquait alors la question du nucléaire iranien en janvier 2007 dans un article du Figaro : « ... (l'Iran) Il va l'envoyer où, cette bombe ? Sur Israël ? Elle n'aura pas fait 200 mètres dans l'atmosphère que Téhéran sera rasée." (par une riposte israélienne) Bien qu'il ait rectifié son propos par la suite, on réalise qu'une personnalité d'un tel niveau de responsabilité peut défendre un concept dont il n'a pas mesuré la portée, et que, bien qu'il détienne le pouvoir de sa mise en œuvre, il n'en a qu'une idée très vague. Il a saisi le caractère foncièrement injustifiable d'une idéologie par laquelle une puissance s'accorde le « droit » d'exterminer en un instant des centaines de milliers voire des millions de civils innocents. Mais cela n'a pas fait évoluer le statu quo. Civil ou militaire, s'agissant du nucléaire, la société française est privée de débat. Dans les lois de programmation militaires la dissuasion nucléaire est systématiquement « sanctuarisée ». Il s'agit pourtant de décisions politiques majeures dont la société se voit continuellement mise à l'écart.

Le caractère irrationnel de la foi dans la dissuasion nucléaire et l'aspect totalitaire de sa traduction politique est probablement lié au choc mental que produit le spectacle d'une explosion lors d'un essai atmosphérique et l'effet de sidération que ce déferlement inouï de puissance a pu produire sur l'esprit humain. Certains se prennent à douter, voire à émettre des remords-parfois sur leur lit de mort-comme certains hauts gradés qui ont participé à ces programmes.

« Mon sentiment intime était qu'en l'employant les premiers, nous allions adopter une morale semblable à celle des barbares de l'âge des ténèbres. On ne m'a pas appris à faire la guerre de cette façon, et les guerres ne se remportent pas en massacrant des femmes et des enfants. (...) L'emploi de cette arme barbare sur Hiroshima et Nagasaki ne nous apporta aucune aide matérielle dans notre guerre contre le Japon. »

Amiral William Daniel Leahy, chef d'état-major des présidents Roosevelt et Truman

« Les armes nucléaires jouent sur nos peurs les plus profondes et se plient à nos instincts les plus sombres... Fondamentalement dangereuses, extraordinairement coûteuses, militairement inefficaces et moralement indéfendables. »

George Lee Butler ex-commandant du Strategic Air Command, 1999

La dissuasion n'existe que dans l'esprit de celui qui est prétendu dissuadé et par conséquent et en parallèle dans l'esprit de celui qu'il prétend dissuader, donc des images que se font l'un et l'autre des représentations de chacun.

Georges Canguilhem, 1966.



Régis Gauguier

TRANSITION ENERGETIQUE et NUCLEAIRE

En marche arrière toute

Pour mémoire, la **Transition Energétique** signifie un changement radical dans la production et la consommation d'énergie pour faire face aux enjeux tels que le **changement climatique**, **l'épuisement des ressources (fossiles et fissiles)**, **la dangerosité (risque nucléaire)**...

La loi du même nom a été votée en 2015 et déclinée dans la Programmation Pluriannuelle de l'Energie (PPE) objet d'un décret en 2016. C'est dans cette loi que figure l'objectif de réduction à 50% en 2025 la part du nucléaire dans le mix énergétique.

Depuis beaucoup de communication mais tout reste à faire.

Début juillet 2017, Nicolas Hulot a présenté le **plan climat du gouvernement Macron**.

Un absent de taille dans ce plan, relevé par la presse et les associations : le **nucléaire**. On comprendra pourquoi par la suite...

Cette énergie, dangereuse, coûteuse et dont la France est en addiction (ce qui en fait le pays le plus nucléarisé du monde avec ses 19 centrales et 58 réacteurs), a conduit à la faillite industrielle d'Areva et à un endettement abyssal d'EDF. (110 milliards : c'est le coût supplémentaire minimum des investissements nécessaires si EDF s'entête à vouloir prolonger son parc nucléaire vétuste, alors même qu'il perd de l'argent. Intenable).

Mi-juillet 2017, Nicolas Hulot s'exprime à RTL sur l'objectif de plafonner la part du nucléaire à 50% de la production d'électricité à l'horizon 2025. Ce qui implique la fermeture de réacteurs ! Mais toujours pas de calendrier de fermetures ! (En 2027, les 34 des réacteurs atteindront leurs 40 ans de vie – soit la durée de vie prévue). Bref, des fermetures non datées et remises à plus tard. Une sorte de transition qui fait du surplace !

Octobre 2017 : le ministre revient sur l'objectif de 2025, affirmant qu'il n'est pas tenable sans compenser la diminution du nucléaire par des centrales à gaz, qui émettent du CO2.

Novembre 2017, N. Hulot estimait que la France devait reporter l'objectif de réduction de la part du nucléaire à 50% du mix électrique et récidive son argument: *"Il sera difficile de tenir l'objectif de ramener la part du nucléaire à 50% en 2025" sauf "à relancer la production d'électricité à base d'énergies fossiles"*.

2018 : le PPE nouvelle version est en cours de réécriture et doit être arrêté fin 2018... Le ministre parle d'une occasion de rendre concret l'engagement d' *"enclencher la décrue du nucléaire"*.

Mars 2018 : Selon son entourage, il faut *"probablement"* modifier la loi de transition énergétique et réécrire l'article premier de la loi TE adoptée en août 2015, conséquence *"logique"* de l'abandon de l'objectif fixé lors du précédent quinquennat.

Cela se traduira par un changement d'horizon (au delà de 2025) voir sa suppression pure et simple.

13 mars 2018 : N. HULOT à France Inter : *"plus personne ne propose un scénario pour les 50% à l'échelle de 2025"* (à commencer par lui-même!!).

C'est donc **EDF** qui aura le dernier mot en n'envisageant pas de fermeture avant 2029. *"On a clairement un objectif d'amener nos réacteurs à 50 ans, ce qui ferait des premiers arrêts à partir de 2029"*, avait expliqué Philippe Sasseigne, directeur du parc nucléaire français d'EDF, lors d'une rencontre avec des journalistes, le 30 janvier. *"Il est raisonnable d'amener des réacteurs à 50 ans et d'autres à 60 ans pour étaler les fermetures"* a-t-il argumenté.

Il est vrai qu'*"il ne faut pas brutaliser EDF"*, dixit N. Hulot!

Plus sérieusement différents organismes ont travaillé d'arrache-pied sur un **scénario de transition**:

L'association **NEGAWATT** a planché depuis plus de 15 ans sur un tel scénario basé sur le **triptyque sobriété énergétique / efficacité énergétique / énergies renouvelables** selon une méthodologie rigoureuse. Une référence incontournable et un guide pour l'action constitué de mesures opérationnelles.

L'**ADEME**, organisme officiel, a également élaboré un document prospectif aux horizons 2030 et 2050.

Michel Coletta

La vérité cachée sur le compteur Linky

Quel bonheur !

Attendu avec impatience, ENEDIS va bientôt venir dans nos communes et installer de force les nouveaux compteurs alors qu'une fronde généralisée s'élève partout en France, composée de centaines de communes courageuses et responsables qui prennent des délibérations pour protéger leur population et des centaines de collectifs qui dénoncent un projet mené avec tromperies et menaces sur la population non informée.

OR

Accepter le Linky, c'est prendre de très gros risques

- 1) risques sur la santé dont on ne connaît pas encore l'importance
- 2) risques d'incendies (déjà plus d'une centaine déjà recensés dans les journaux)
- 3) factures qui augmentent pour la majorité des gens
- 4) environ 1000 € de plus à payer pour son remboursement en comparaison à votre ancien compteur qui ne coûte rien et dure 70 ans
- 5) dégâts matériels (boxe internet, téléviseurs, fours, congélateurs etc...) non couverts par les assurances
- 6) violation de votre vie privée et revente cachée de toutes les informations recueillies chez vous
- 7) piratage possible et déjà réalisé du compteur par des hackers



**Vous avez le droit de refuser le compteur (rappelé par Ségolène
Royal et les directeurs d'ENEDIS) sans pénalités**

**ENEZ VOUS INFORMER SUR CE COMPTEUR DIT
«INTELLIGENT »**

.....MAIS.....

QUI EST ANTI-ECOLOGIQUE

(36 MILLIONS DE COMPTEURS EN ETAT DE MARCHE MIS A LA CASSE)

ET RUINEUX

(6 A 8 MILLIARDS D'EUROS PAYES PAR LE CONTRIBUABLE)

Vincent Dufour

Visitez notre site actualisé régulièrement

<http://serenes.sereines.free.fr/te>

Rendez-vous à ne pas manquer :

**Samedi 31 Mars et dimanche 1 Avril
Au Stand Serènes Sereines
Lors de Sanvensa s'expose**

Jeudi 26 Avril

**à 11h30 au granit parc de l'Hôtel de Ville de
Villefranche
(Tchernobyl Day)**

**à 20h30 pour l'Assemblée Générale de
Serènes Sereines
Salle de la cantine 12200 SANVENSA**

Bulletin d'adhésion à SERENES SEREINES Année 2015

A remplir et à renvoyer sous enveloppe, accompagné de la cotisation à Serènes sereines
- Mairie - 12200 SANVENSA.

Mettre clairement votre adresse Email

Adhésion familiale (même adresse)

Oui, nous adhérons à Serènes
sereines afin de sortir du nucléaire

NOM..... Prénom.....

NOM..... Prénom.....

NOM..... Prénom.....

Adresse.....
.....

Tél :.....

Email :.....

Adhésion familiale (jusqu'à 3
membres) : total 14€

Date et signature

Adhésion individuelle

Oui, nous adhérons à Serènes
sereines afin de sortir du nucléaire

NOM

Prénom.....

Adresse.....

.....
.....

Tél :.....

Email :.....

Adhésion individuelle : 10€

Date et signature

☐ ci-joint un chèque d'un total de€, dont un don de€

☐ Je désire recevoir un reçu

Visitez notre site actualisé régulièrement

<http://serenes.sereines.free.fr/te>